

INVITATION A L'ASSEMBLEE GENERALE DE KUDELSKI S.A.

Par la présente, nous invitons les actionnaires de notre société à assister à l'Assemblée générale ordinaire et/ou à voter en ligne ou au travers du représentant indépendant sur les objets de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire qui aura lieu le vendredi 19 avril 2024 à 14 heures, au siège de la société, Route de Genève 24, 1033 Cheseaux-sur-Lausanne.

Ordre du jour

1. Approbation des rapports financiers et non financiers de Kudelski S.A. et du groupe Kudelski

1.1 Approbation du rapport annuel 2023 de Kudelski S.A., des comptes annuels 2023 de Kudelski S.A. et des comptes consolidés 2023 du groupe Kudelski

Le Conseil d'administration propose d'approuver le rapport annuel 2023 de Kudelski S.A., les comptes annuels 2023 de Kudelski S.A., ainsi que les comptes consolidés 2023 du groupe Kudelski.

Explications

Le droit suisse requiert que l'assemblée générale approuve le rapport annuel de Kudelski S.A., les comptes annuels de Kudelski S.A. ainsi que les comptes consolidés du groupe Kudelski. Les comptes annuels 2023 de Kudelski S.A. ainsi que les comptes consolidés 2023 du groupe Kudelski ont été soumis au contrôle de l'organe de révision de la société PricewaterhouseCoopers SA à Lausanne (Pully). Les rapports de PricewaterhouseCoopers SA concernant la révision des comptes annuels de Kudelski S.A. ainsi que la révision des comptes consolidés du groupe Kudelski sont reproduits dans le rapport de gestion 2023 de Kudelski S.A., qui peut être consulté à l'adresse <https://www.nagra.com/investors/publications>. Dans ses rapports de révision, PricewaterhouseCoopers SA recommande sans réserve aux actionnaires d'approuver les comptes annuels 2023 de Kudelski S.A. et les comptes consolidés 2023 du groupe Kudelski.

1.2 Approbation du rapport sur les questions non financières 2023 de Kudelski S.A.

Le Conseil d'administration propose d'approuver le rapport sur les questions non financières 2023 de Kudelski S.A.

Explications

Le droit suisse requiert que l'assemblée générale approuve le rapport sur les questions non financières 2023 de Kudelski S.A.

1.3. Vote consultatif sur le rapport de rémunération 2023

Le Conseil d'administration propose d'approuver le rapport de rémunération 2023 de Kudelski S.A. (vote consultatif).

Explications

Le droit suisse requiert que le rapport de rémunération soit soumis au vote consultatif de l'assemblée générale lorsque l'assemblée générale vote de manière prospective sur les rémunérations variables du conseil d'administration ou de la direction. Les statuts de Kudelski S.A. requièrent que la rémunération variable de la Direction soit approuvée à chaque assemblée générale ordinaire pour l'année sociale en cours. Le Conseil d'administration soumet par conséquent le rapport de rémunération 2023 au vote consultatif des actionnaires.

2. Emploi du bénéfice résultant du bilan de Kudelski S.A.

Le Conseil d'administration propose de reporter à nouveau le bénéfice de l'exercice 2023 de Kudelski S.A. comme il suit :

Chiffres en milliers

Montant reporté de l'exercice précédent:	CHF -23'537
Bénéfice de l'exercice 2023:	CHF -186'502
Montant reporté à nouveau:	CHF -210'039

Explications

Le droit suisse requiert que l'assemblée générale détermine chaque année l'emploi du bénéfice résultant du bilan. Dans son rapport de révision du 21 février 2023, l'organe de révision de Kudelski S.A., PricewaterhouseCoopers SA à Lausanne (Pully) a constaté que la proposition du Conseil d'administration à l'Assemblée générale concernant l'emploi du bénéfice est conforme aux dispositions légales suisses et aux statuts de Kudelski S.A.

3. Décharge aux membres du Conseil d'administration et aux membres de la Direction

Le Conseil d'administration propose de donner décharge aux membres du Conseil d'administration et aux membres de la Direction pour l'exercice 2023.

Explications

Selon le droit suisse, l'assemblée générale a le droit intransmissible de donner décharge aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux personnes qui s'occupent de la gestion. Les personnes qui ont coopéré d'une manière quelconque à la gestion des affaires sociales ne peuvent prendre part aux décisions qui donnent ou refusent la décharge.

4. Votes sur la rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction

Conformément à l'article 28 des statuts, le Conseil d'administration propose d'approuver séparément les rémunérations globales des membres du Conseil d'administration et des membres de la Direction.

4.1 Vote contraignant sur la rémunération globale des membres du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose aux actionnaires d'approuver le montant global maximal de CHF 1'750'000 - accordé au Conseil d'administration pour la rémunération de ses membres pour la période allant de cette Assemblée générale ordinaire 2024 à l'Assemblée générale ordinaire 2025.

4.2 Vote contraignant sur la rémunération globale des membres de la Direction

Le Conseil d'administration propose aux actionnaires d'approuver le montant global maximal de CHF 11'500'000 - accordé à la Direction pour la rémunération fixe et la rémunération variable de ses membres pour les périodes respectives suivantes : pour la rémunération fixe, la période allant du début du mois de juillet 2024 jusqu'à la fin du mois de juin 2025 ; pour la rémunération variable, l'année 2024.

Explications

Le droit suisse requiert que les sociétés dont les actions sont cotées en bourse telles que Kudelski S.A. soumettent chaque année les rémunérations qu'elles versent directement ou indirectement à leur conseil d'administration, d'une part, et à leur direction, d'autre part, à un vote contraignant de l'assemblée générale, selon les modalités prévues par les statuts. A ce sujet, l'article 28 des statuts de Kudelski S.A. requiert que le Conseil d'administration propose au vote de l'assemblée générale: (i) le montant maximal accordé au Conseil d'administration pour la rémunération de ses membres pour la période allant jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivante, et (ii) le montant global maximal accordé à la Direction, s'agissant de la rémunération fixe, pour la période allant du début du mois de juillet de l'année sociale en cours jusqu'à la fin du mois de juin de l'année sociale suivante et, s'agissant de la rémunération variable, pour l'année sociale en cours.

5. Elections des membres du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose d'élire individuellement en tant que membres du Conseil d'administration Messieurs Laurent Dassault, Patrick Foetisch, Michael Hengartner et André Kudelski, Mme Marguerite Kudelski ainsi que Messieurs Pierre Lescure, Alec Ross et Claude Smadja (chacun pour une période allant jusqu'à la fin de l'Assemblée générale ordinaire 2025).

- 5.1 M. Laurent Dassault
- 5.2 M. Patrick Foetisch
- 5.3 M. Michael Hengartner
- 5.4 M. André Kudelski
- 5.5 Mme Marguerite Kudelski
- 5.6 M. Pierre Lescure
- 5.7 M. Alec Ross
- 5.8 M. Claude Smadja

6. Réélection du Président du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose de réélire Monsieur André Kudelski en tant que Président du Conseil d'administration pour une période allant jusqu'à la fin de l'Assemblée Générale ordinaire 2025.

Explications pour les points 5 et 6 de l'ordre du jour

Lors de l'Assemblée générale ordinaire 2023, les actionnaires ont, conformément aux statuts, élu le Président et tous les membres du Conseil d'administration pour un mandat d'un an échéant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Le mandat du Président et des membres du Conseil d'administration arrivera par conséquent à échéance à la fin de l'Assemblée générale ordinaire du 19 avril 2024. Les statuts de Kudelski S.A. permettent que les membres du Conseil d'administration soient réélus.

Des informations sur la formation et le parcours des membres du Conseil d'administration peuvent être consultées dans le Rapport de Gouvernement d'Entreprise 2023 de Kudelski S.A. ou sur le site internet de la société (<https://www.nagra.com/investors/governance/board>).

7. Elections des membres du Comité de nomination et de rémunération

Le Conseil d'administration propose d'élire individuellement Messieurs Patrick Foetisch, Pierre Lescure, Alec Ross et Claude Smadja en tant que membres du Comité de nomination et de rémunération pour une période allant jusqu'à la fin de l'Assemblée générale ordinaire 2025.

7.1 M. Patrick Foetisch

7.2 M. Pierre Lescure

7.3 M. Alec Ross

7.4 M. Claude Smadja

Explications

Lors de l'Assemblée générale ordinaire 2023, les actionnaires ont, conformément aux statuts, élu les membres du Comité de nomination et de rémunération de Kudelski S.A. pour un mandat d'un an échéant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Les mandats des membres actuels arriveront par conséquent à échéance à la fin de l'Assemblée générale ordinaire du 19 avril 2024. Les statuts de Kudelski S.A. permettent que les membres du Comité de nomination et de rémunération soient réélus.

8. Réélection du représentant indépendant

Le Conseil d'administration propose de réélire jusqu'au terme de la prochaine Assemblée générale ordinaire Me Olivier Colomb, Notaire à Morges, en tant que représentant indépendant.

Explications

Le droit suisse requiert que l'assemblée générale d'une société dont les actions sont cotées en bourse telle que Kudelski S.A. élise un représentant indépendant des actionnaires. Lors de l'Assemblée générale ordinaire 2023 de Kudelski S.A., les actionnaires ont élu Me Olivier Colomb, Notaire à Morges, en tant que représentant indépendant, pour un mandat échéant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire 2024 de la société. Le mandat de Me Olivier Colomb arrivera par conséquent à échéance à la fin de l'Assemblée générale ordinaire du 19 avril 2024. Conformément à l'article 27, alinéa 3, des statuts de Kudelski S.A., une réélection est possible.

9. Réélection de l'organe de révision

Le Conseil d'administration propose de renouveler le mandat de la société PricewaterhouseCoopers SA à Lausanne (Pully), en tant qu'organe de révision pour une nouvelle durée d'un an.

Explications

Le droit suisse et les statuts de Kudelski S.A. requièrent que l'assemblée générale de la société élise chaque année un organe de révision. Lors de l'Assemblée générale ordinaire 2023 de Kudelski S.A., PricewaterhouseCoopers SA à Lausanne (Pully) a été élue en qualité d'organe de révision pour un mandat d'un an. Le mandat de la société PricewaterhouseCoopers SA à Lausanne (Pully) arrivera à échéance lors de l'approbation des comptes 2023 de Kudelski S.A. et des comptes consolidés 2023 du groupe Kudelski. Conformément à la loi suisse, PricewaterhouseCoopers SA à Lausanne (Pully) peut être reconduite dans ses fonctions d'organe de révision de Kudelski S.A.

10. Modifications des statuts

Les modifications proposées des statuts de la société tendent à mettre en œuvre la réforme du droit suisse des sociétés de 2020, entrée en vigueur en janvier 2023, et à faire usage de certaines nouvelles possibilités du nouveau droit, en particulier pour ce qui concerne l'augmentation et la réduction du capital-actions (marge de fluctuation de capital), l'utilisation des nouvelles technologies pour la tenue des Assemblées générales et des séances du Conseil d'administration.

Les modifications proposées aux statuts de la société figurent dans l'annexe à cette convocation.

Modifications des dispositions relatives au capital-actions de la société

10.1 Création d'une marge de fluctuation de capital

Le Conseil d'Administration propose d'approuver les modifications, suppressions et ajouts proposés à l'article 7 des statuts de la société, tels que mentionnés dans l'annexe.

Explications

Les statuts de Kudelski S.A. (article 7) permettent au Conseil d'administration d'augmenter le capital-actions de la société par l'émission de 3'768'164 actions A (cotées en bourse) et de 3'200'000 actions B (non cotées) jusqu'au 21 avril 2024. La réforme du droit suisse des sociétés de 2020 a mis fin à l'institution du capital autorisé. Pour renouveler l'autorisation qui viendra à échéance le 21 avril 2024, le Conseil d'administration propose de remplacer le capital autorisé actuellement en vigueur par une marge de fluctuation du capital telle que prévue par le nouveau droit de la société anonyme, permettant au Conseil d'administration non seulement d'augmenter le capital-actions de la société par l'émission de 5'139'206 actions A et de 4'630'000 actions B (nombre maximum), mais aussi de réduire le capital-actions de la société en annulant jusqu'à 5'139'206 actions A et 4'630'000 actions B. La clause statutaire proposée permet au Conseil d'administration d'exclure le droit des actionnaires de souscrire par préférence aux actions nouvellement émises non seulement dans le cadre d'acquisition d'entreprises comme c'est le cas actuellement, mais aussi pour permettre la mise en œuvre de partenariats stratégiques ou pour faciliter le financement de la société sur les marchés des capitaux.

Modifications des dispositions relatives à la tenue de l'assemblée générale

10.2 Adaptation des statuts aux dispositions du nouveau droit des sociétés concernant la tenue de l'assemblée générale

Le Conseil d'administration propose d'approuver les modifications, suppressions et ajouts proposés à l'article 12, alinéas 1, 2 et 7, ainsi qu'aux articles 13, 15, 16 et 17 des statuts tels que mentionnés dans l'annexe.

Explications

Les modifications proposées adaptent les statuts aux nouvelles exigences du droit suisse des sociétés, en particulier pour ce qui concerne la participation minimale requise pour l'exercice de certains droits d'actionnaire (article 12, alinéas 1, 2 et 7), les pouvoirs de l'assemblée générale (article 13), les majorités requises pour les décisions de l'assemblée générale (articles 15 et 16) et le contenu du procès-verbal des assemblées générales (article 17).

10.3 Adaptation des dispositions statutaires concernant les modalités de convocation d'une assemblée générale et de demande de mise de points à l'ordre du jour

Le Conseil d'administration propose d'approuver les modifications, suppressions et ajouts proposés à l'article 12, alinéa 3 et 4, des statuts, tel mentionnés dans l'annexe.

Explications

Les modifications proposées de l'article 12, al. 3 requièrent que toute requête de convocation d'une assemblée générale ou d'éventuelles demandes de mises de points à l'ordre du jour d'une assemblée générale parviennent au Conseil d'administration au moins 60 jours avant la date prévue pour l'assemblée générale. Ces modifications tendent à garantir de la transparence et la prévisibilité du processus de demande de mise de points à l'ordre du jour d'une assemblée générale, tout en garantissant que le Conseil d'administration dispose du temps nécessaire pour traiter ces demandes. La modification proposée de l'article 12, al. 4 renvoie aux dispositions légales sur le contenu de la convocation d'une assemblée générale.

10.4 Introduction d'une base statutaire pour la tenue d'assemblées générales en plusieurs lieux ou en format virtuel

Le Conseil d'administration propose d'approuver les modifications, suppressions et ajouts de l'article 12, alinéas 5 et 6, des statuts, tels que mentionnés dans l'annexe.

Explications

Les modifications proposées de l'article 12, alinéas 5 et 6, permettent au Conseil d'administration de tenir l'assemblée générale en plusieurs lieux ou par des moyens électroniques, sans lieu de réunion physique (assemblée générale virtuelle). Elles offrent de la flexibilité à la société lorsque la tenue d'Assemblées générales physiques ou en un seul lieu peut se révéler problématique ou inopportune, comme cela a été le cas pendant la période de pandémie. Le Conseil d'administration pense nécessaire de disposer des bases statutaires nécessaires pour pouvoir faire face à de telles situations extrêmes ou imprévues. Il s'attend néanmoins à ce que la tenue d'Assemblées générales physiques en Suisse reste la norme à l'avenir.

Modifications des dispositions statutaires concernant le Conseil d'administration et la Direction de la société

10.5 Adaptation des statuts aux dispositions du nouveau droit des sociétés concernant l'organisation du Conseil d'administration et de la Direction

Le Conseil d'administration propose d'approuver les modifications, suppressions et ajouts aux articles 18, 21, 22 et 25 des statuts, tels que mentionnés dans l'annexe.

Explications

Les modifications proposées adaptent les statuts aux nouvelles exigences du droit suisse des sociétés, notamment pour ce qui concerne le nombre maximal de positions qu'un membre du Conseil d'Administration ou de la Direction peut exercer en dehors du groupe Kudelski (articles 18 et 25). Les modifications proposées alignent en outre la description des compétences du Conseil d'administration au nouveau texte légal (article 21) et adaptent les modalités de publication du rapport de gestion et du rapport de rémunération au nouveau régime légal (article 22).

10.6 Adaptation du régime concernant les décisions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose d'approuver les modifications, suppressions et ajouts à l'article 20 des statuts, tels que mentionnés dans l'annexe.

Explications

Les modifications proposées tendent à permettre au Conseil d'administration de faire usage des possibilités offertes par le nouveau droit des sociétés de faire usage des moyens de communication modernes pour les décisions du Conseil d'administration. Pour assurer que les décisions requises peuvent être prises en temps opportun lorsqu'un acte authentique est requis, elles prévoient en outre une exception aux exigences de quorum lorsque des décisions doivent être prises en présence d'un notaire.

Autres modifications statutaires

10.7 Autres adaptation des statuts aux dispositions du nouveau droit de la société anonyme

Le Conseil d'administration propose d'approuver les modifications, suppressions et ajouts proposés aux articles 28, alinéa 1, 37 et 38, tels que mentionnés dans l'annexe.

Explications

Les modifications proposées adaptent les statuts au nouveau droit de la société anonyme pour ce qui concerne la soumission du rapport de rémunération à un vote consultatif de l'assemblée générale (article 28, alinéa 1), les attributions aux réserves légales (article 37) ainsi que les publications de la société (article 38).

11. Divers

L'invitation complète est publiée le 27 mars 2024 dans la "Feuille Officielle Suisse du Commerce" (FOSC) ainsi que sur notre site internet : www.nagra.com

A. Rapport de gestion

Le rapport de gestion 2023, qui comprend notamment le rapport annuel et les comptes annuels de Kudelski S.A., les comptes consolidés du groupe Kudelski, le rapport de rémunération et le rapport sur les questions non financières de Kudelski S.A., ainsi que les rapports correspondant

de l'organe de révision, sont à la disposition des actionnaires sur notre site internet www.nagra.com dès le 27 mars 2024.

B. Droit de vote

Contre attestation de leur qualité d'actionnaires (justification de leur dépôt bancaire), les titulaires d'actions au porteur peuvent obtenir leur carte d'admission et de vote jusqu'au vendredi 12 avril 2024 auprès de Computershare Suisse SA (e-mail : kudelski@computershare.ch).

Les titres doivent être bloqués jusqu'au lendemain de l'Assemblée générale.

C. Vote en ligne sur Portail Investisseurs

Les actionnaires ne pouvant se rendre à l'Assemblée générale ont la possibilité de voter en ligne sur le portail suivant : www.gvote.ch du 10 avril au 18 avril 2024. En cas de problème, vous pouvez contacter la société Computershare Suisse SA à l'adresse suivante : business.support@computershare.ch ou au numéro d'urgence +41 62 205 77 50 de 08h00 à 17h00.

D. Représentation et Représentant indépendant

Les actionnaires peuvent se faire représenter à l'Assemblée générale par un tiers disposant de la carte d'admission et de vote complétée par l'actionnaire ou par le représentant indépendant, Me Olivier Colomb, Notaire, Place Dufour 3, 1110 Morges etude@morgesnot.ch.

Pour être prises en compte, les cartes de vote doivent parvenir au représentant indépendant jusqu'au 18 avril 2024.

Le représentant indépendant exercera les droits de vote conformément aux instructions des actionnaires. En l'absence d'instructions, il s'abstiendra.

E. Transfert / logistique

Une navette de bus pour les actionnaires partira de la gare CFF de Lausanne à 13h20 pour Cheseaux et pour le retour : départ de Cheseaux pour la gare CFF de Lausanne à 17h10 – Merci de vous inscrire à l'adresse e-mail ci-après : Reception.Desk@nagra.com ou par téléphone au numéro +41 21 732 01 01.

Cheseaux-sur-Lausanne,

Le 27 mars 2024

Kudelski S.A.

Au nom du Conseil d'administration

Le Président : M. André Kudelski

ANNEXE

Proposition de modifications des statuts de Kudelski SA mettant en œuvre la réforme du droit suisse des sociétés de 2020, entrée en vigueur en janvier 2023.

Titre I - Raison sociale, siège, durée et but de la société	
<i>Version actuelle</i>	<i>Proposition</i>
<p>Article 1 – Raison sociale</p> <p>Il existe sous la raison sociale</p> <p style="text-align: center;"><i>Kudelski S.A.</i></p> <p>une société anonyme qui est régie par les présents statuts et les dispositions du titre XXVI du Code des obligations.</p>	<p>Article 1 – Raison sociale</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 2 – Siège</p> <p>Le siège de la société est à Cheseaux-sur-Lausanne, Canton de Vaud. Par une modification des statuts, le siège peut en tout temps être transféré ailleurs.</p> <p>Par décision du conseil d'administration, la société peut créer des succursales en Suisse et à l'étranger.</p>	<p>Article 2 – Siège</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 3 – Durée</p> <p>La durée de la société est illimitée, sous réserve des dispositions légales sur la dissolution des sociétés anonymes.</p>	<p>Article 3 – Durée</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 4 – But</p> <p>La société a pour but la détention et la gestion de participations à des entreprises actives notamment dans le domaine des systèmes de communication, de sécurité et de l'électronique en général, en Suisse et à l'étranger.</p> <p>Elle peut traiter toutes opérations financières et commerciales en relation directe ou indirecte avec son but ou propres à le développer. Dans ce cadre, elle peut également détenir des biens immobiliers et des droits immatériels.</p>	<p>Article 4 – But</p> <p>[Article inchangé]</p>
TITRE II - Capital-actions	
<p>Article 5 – Capital-actions</p> <p>Le capital-actions est fixé à la somme de Fr. 448'176'512.-. Il est divisé en 51'392'064 actions au porteur, d'une valeur nominale de Fr. 8.-, donnant droit à une voix chacune, appelées actions A, et 46'300'000 actions nominatives, d'une valeur nominale de Fr. 0.80, donnant droit à une voix chacune, appelées actions B, et dont le transfert est</p>	<p>Article 5 – Capital-actions</p> <p>[Article inchangé]</p>

<p>limité par l'article 9 ci-après, afin d'en assurer la maîtrise en mains de la direction de l'entreprise et pour la pérennité de celle-ci. Toutes les actions sont entièrement libérées.</p>	
<p>Article 6 – Capital conditionnel (droits d'option ou de souscription)</p> <p>Le capital-actions sera augmenté d'un montant maximum de Fr. 3'373'536.- par l'émission d'un maximum de 421'692 actions au porteur A d'une valeur nominale de Fr. 8.-, à libérer entièrement, au fur et à mesure de l'exercice des droits d'option ou des droits de souscription d'actions qui seront attribués aux collaborateurs de la société et des sociétés affiliées. Le droit de souscription préférentiel des actionnaires est exclu. Les conditions d'option ou de souscription d'actions sont fixées par le conseil d'administration. L'émission à un prix inférieur aux conditions du marché est autorisée.</p>	<p>Article 6 – Capital conditionnel (droits d'option ou de souscription)</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 6bis – Capital conditionnel (droits de conversion)</p> <p>Le capital-actions sera en outre augmenté d'un montant maximum de Fr. 80'000'000.- par l'émission d'un maximum de 10'000'000 d'actions au porteur A d'une valeur nominale de Fr. 8.-, à libérer entièrement, au fur et à mesure de l'exercice des droits de conversion liés à des obligations d'emprunt de la société ou de ses filiales. Le droit de souscription préférentiel des actionnaires est exclu.</p> <p>Le droit des actionnaires de souscrire prioritairement à l'émission d'un emprunt convertible peut être limité ou exclu par décision du conseil d'administration pour justes motifs, à savoir (a) si les obligations d'emprunt sont en priorité placées sur le marché étranger, ou (b) si le produit de l'émission contribue (i) au financement ou au refinancement d'acquisitions de sociétés ou d'entreprises, (ii) au financement d'autres investissements stratégiques du groupe, ou (iii) au financement du rachat de tout ou partie d'emprunts convertibles précédemment émis par la société ou ses filiales.</p> <p>Si l'emprunt convertible n'est pas offert en priorité aux actionnaires, (a) les obligations d'emprunt doivent être placées dans le public aux conditions du marché, (b) les droits de conversion doivent être exercés dans un délai de sept (7) ans à partir du jour de l'émission de l'emprunt respectif, et (c) le prix de conversion doit être au moins équivalent aux conditions du marché au moment de l'émission de l'emprunt.</p>	<p>Article 6bis – Capital conditionnel (droits de conversion)</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 7 – Capital autorisé</p>	<p>Article 7 – Marge de fluctuation du capital-actions</p>

<p>Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital-actions en une ou plusieurs étapes, jusqu'au 21 avril 2014, d'un maximum de Fr. 32'705'312.- par l'émission de 3'768'164 actions au porteur d'une valeur nominale de Fr. 8.- et de 3'200'000 actions nominatives d'une valeur nominale de Fr. 0.80.- à libérer entièrement.</p> <p>Le prix d'émission, la nature des apports, la date à compter de laquelle les nouvelles actions donneront droit aux dividendes et les autres modalités de l'émission des actions seront déterminés par le conseil d'administration.</p> <p>Les droits de souscription préférentiels des actionnaires peuvent être exclus et attribués à des tiers par le conseil d'administration en vue de l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou du financement de l'acquisition entier ou partiel d'autres sociétés, en Suisse ou à l'étranger.</p> <p>Toutes restrictions statutaires au transfert des actions sont applicables aux nouvelles actions nominatives.</p>	<p>Le conseil d'administration est autorisé à réduire et à augmenter le capital-actions en une ou plusieurs étapes, jusqu'au 19 avril 2029 et sous réserve de l'épuisement de la marge de fluctuation à une date antérieure, dans une marge de fluctuation entre Fr. 403'358'864.- (limite inférieure) à Fr. 492'994'160.- (limite supérieure). Le conseil d'administration est autorisé à réduire le capital-actions par la destruction de 5'139'206 actions A et de 4'630'000 actions B, et à augmenter le capital-actions par l'émission de 5'139'206 actions A à libérer entièrement et de 4'630'000 actions B à libérer entièrement. Le conseil d'administration est également autorisé à réduire ou à augmenter le capital-actions par une réduction ou une augmentation de la valeur nominale des actions A ou B.</p> <p>Le prix et la date d'émission, la nature des apports, la date à compter de laquelle les nouvelles actions donneront droit aux dividendes et les autres modalités de l'émission des actions seront déterminés par le conseil d'administration. Dans ce contexte, le conseil d'administration peut émettre des nouvelles actions par la souscription ferme d'une institution financière, d'un syndicat d'institutions financières ou d'une autre tierce partie et faire une offre subséquente de ces actions aux actionnaires existants ou à des tiers (si les droits de souscription préférentiels des actionnaires existants ont été supprimés ou n'ont pas été dûment exercés). Le conseil d'administration peut autoriser, restreindre ou exclure le négoce des droits de souscription préférentiels. Le conseil d'administration peut autoriser l'expiration des droits de souscription préférentiels qui n'ont pas été dûment exercés, placer aux conditions du marché les droits ou actions en rapport avec lesquels des droits de souscription préférentiels ont été alloués mais pas exercés, ou les utiliser autrement dans l'intérêt de la société.</p> <p>Les droits de souscription préférentiels des actionnaires peuvent être exclus et attribués à des tiers ou à la société elle-même par le conseil d'administration, en particulier en vue de (i) l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou du financement de l'acquisition entier ou partiel d'autres sociétés, en Suisse ou à l'étranger, ou encore pour permettre la conclusion et/ou la mise en œuvre de partenariats stratégiques, et (ii) lever des fonds de manière rapide et flexible, lorsqu'une telle opération serait difficilement réalisable, ou ne pourrait être réalisée à des conditions favorables, sans l'exclusion des droits de souscription préférentiels des actionnaires existants.</p> <p>Toutes restrictions statutaires au transfert des actions sont applicables aux nouvelles actions nominatives.</p>
<p>Article 8 – Actions</p>	<p>Article 8 – Actions</p>

<p>Les actions sont émises sous forme de certificats individuels représentant une ou plusieurs actions, de certificats globaux ou de droits-valeurs. Dans le cadre des dispositions légales, la société peut, en tout temps et sans le consentement des actionnaires, convertir les actions émises sous l'une des formes susmentionnées en une autre forme. Elle en supporte les frais. Les actionnaires ne sont pas autorisés à demander la conversion des actions. Pour les actions nominatives, l'actionnaire peut demander en tout temps à la société de lui délivrer une attestation concernant les titres détenus, conformément au registre des actions.</p> <p>S'il en est émis, les actions ou certificats doivent être signés par deux administrateurs. La signature peut être apposée par un moyen mécanique.</p> <p>La société tient une liste des propriétaires d'actions nominatives, appelée registre des actions, qui mentionne le nom et le domicile des actionnaires. Les personnes inscrites sur le registre des actions sont considérées comme actionnaires à l'égard de la société.</p> <p>Les actions au porteur peuvent être converties en actions nominatives et inversement.</p>	<p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 9 – Transfert des actions</p> <p>Les actions A sont transmissibles par la remise du titre. Les actions B sont transmissibles par la remise du titre endossé et moyennant approbation par le conseil d'administration. Demeurent réservées les dispositions de la Loi fédérale sur les titres intermédiés.</p> <p>Celui-ci peut refuser d'approuver le transfert d'actions nominatives dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p> <p>a) s'il existe un juste motif au sens de l'article 685 b alinéa 2 du Code des obligations, soit si l'admission de l'acquéreur des titres dans le cercle des actionnaires est incompatible avec le but social ou de nature à compromettre l'indépendance économique de l'entreprise. Il en sera ainsi notamment si la personne de l'acquéreur est de nature à nuire à la société, directement ou indirectement, et si le transfert des titres peut mettre en péril les majorités existantes.</p> <p>b) si la société offre à l'aliénateur de reprendre les actions pour son propre compte, pour le compte d'autres actionnaires ou pour celui de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête;</p> <p>c) si l'acquéreur n'a pas déclaré expressément qu'il reprenait les actions en son propre nom et pour son propre compte.</p> <p>Si les actions ont été acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, la société ne peut</p>	<p>Article 9 – Transfert des actions</p> <p>[Article inchangé]</p>

<p>refuser son approbation que si elle offre à l'acquéreur de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle.</p> <p>En cas de contestation, la valeur réelle prévue par le présent article est déterminée par le juge du siège de la société. La société supporte les frais d'évaluation.</p> <p>Si l'acquéreur ne rejette pas l'offre de reprise dans le délai d'un mois après qu'il a eu connaissance de la valeur réelle, l'offre est réputée acceptée.</p>	
<p>Article 10 – Augmentation du capital-actions</p> <p>En cas d'augmentation du capital-actions, chaque actionnaire a le droit de souscrire une fraction de nouveaux titres proportionnelle à la valeur nominale de ses actions, les actions A et B nouvellement créées donnant droit à une voix chacune.</p>	<p>Article 10 – Augmentation du capital-actions</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>TITRE III - Organisation de la société</p>	
<p>A – L'assemblée générale</p>	
<p>Article 11 – Réunion</p> <p>L'assemblée générale se tient au siège social ou en tout autre lieu désigné par le conseil d'administration.</p> <p>L'assemblée générale ordinaire a lieu chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.</p> <p>Des assemblées générales extraordinaires sont convoquées aussi souvent qu'il est nécessaire, spécialement dans les cas prévus par la loi (notamment aux articles 725 alinéa 1 et 726 alinéa 2 CO).</p>	<p>Article 11 – Réunion</p> <p>L'assemblée générale se tient au siège social ou en tout autre lieu désigné par le conseil d'administration.</p> <p>L'assemblée générale ordinaire a lieu chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.</p> <p>Des assemblées générales extraordinaires sont convoquées aussi souvent qu'il est nécessaire, spécialement dans les cas prévus par la loi.</p>
<p>Article 12 – Convocation</p> <p>L'assemblée générale est notamment convoquée par le conseil d'administration et, au besoin, par l'organe de révision. Les liquidateurs ont également le droit de la convoquer.</p> <p>L'assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, dans les formes prévues à l'article 38 ci-après. Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, de même que les propositions du conseil d'administration et des actionnaires qui ont demandé la convocation de l'assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.</p> <p>Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été ainsi portés à l'ordre du jour, sauf sur la proposition de convoquer une assemblée générale extraordinaire ou sur l'institution d'un contrôle spécial.</p>	<p>Article 12 – Convocation</p> <p>L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration et, au besoin, par l'organe de révision. Les liquidateurs ont également le droit de la convoquer.</p> <p>Un ou plusieurs actionnaires qui détiennent ensemble au moins 5% du capital-actions ou des voix peuvent requérir la convocation d'une assemblée générale.</p> <p>Un ou plusieurs actionnaires qui détiennent ensemble au moins 0.5% du capital-actions ou des voix peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour ou demander l'inscription dans la convocation à l'assemblée générale de propositions concernant les objets portés à l'ordre du jour.</p> <p>Toute requête de convocation d'une assemblée générale, d'inscription d'un objet à l'ordre du jour ou d'une proposition concernant les objets portés à l'ordre du jour dans la convocation à l'assemblée générale doit être faite par écrit, parvenir au conseil d'administration au moins 60 jours avant la date</p>

Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions et les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

prévue pour l'assemblée générale et contenir la preuve de la détention du nombre d'actions requis ainsi qu'une brève motivation. Les requêtes de convocation d'une assemblée générale doivent mentionner les objets de l'ordre du jour et les propositions.

L'assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, dans les formes prévues à l'article 38 ci-après. Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, de même que les propositions du conseil d'administration et les autres éléments requis par la loi.

L'assemblée générale se réunit au lieu désigné par le conseil d'administration, à moins que le conseil d'administration décide de tenir l'assemblée générale sous forme électronique et sans lieu de réunion physique (assemblée générale virtuelle).

Le conseil d'administration peut décider qu'une assemblée générale qui n'est pas tenue sous forme virtuelle peut être tenue simultanément en plusieurs lieux, auquel cas les interventions doivent être retransmises simultanément sur tous les sites de réunion par des moyens audiovisuels.

Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été ainsi portés à l'ordre du jour, sauf sur la proposition de convoquer une assemblée générale extraordinaire ou sur l'institution d'un examen spécial.

Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions et les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

Article 13 – Pouvoirs de l'assemblée

L'assemblée générale des actionnaires a le droit intransmissible :

1. d'adopter et de modifier les statuts;
2. de nommer les membres du conseil d'administration et de l'organe de révision;
3. d'élire le président du conseil d'administration;
4. d'élire les membres du comité de rémunération;
5. d'élire le représentant indépendant;
6. d'approuver le rapport annuel et les comptes consolidés;
7. d'approuver les comptes annuels et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier de fixer le dividende et les tantièmes;
8. de voter les rémunérations du conseil d'administration et des personnes auxquelles tout

Article 13 – Pouvoirs de l'assemblée

L'assemblée générale des actionnaires a le droit intransmissible :

1. d'adopter et de modifier les statuts;
2. de nommer les membres du conseil d'administration et de l'organe de révision;
3. d'élire le président du conseil d'administration;
4. d'élire les membres du comité de rémunération;
5. d'élire le représentant indépendant;
6. **de voter les rémunérations du conseil d'administration et des personnes auxquelles tout ou partie de la gestion de la société a été déléguée par le conseil d'administration;**
7. d'approuver le rapport annuel et les comptes consolidés;

<p>ou partie de la gestion de la société a été déléguée par le conseil d'administration;</p> <p>9. de donner décharge aux membres du conseil d'administration;</p> <p>10. de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.</p>	<p>8. d'approuver les comptes annuels et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier de fixer le dividende et les tantièmes;</p> <p>9. de fixer le dividende intermédiaire et d'approuver les comptes intermédiaires nécessaires à cet effet;</p> <p>10. de décider du remboursement de la réserve légale issue du capital;</p> <p>11. de donner décharge aux membres du conseil d'administration et des personnes qui s'occupent de la gestion;</p> <p>12. de procéder à la décotation des titres de participation de la société;</p> <p>13. de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.</p>
<p>Article 14 – Droit de vote</p> <p>Les actionnaires disposent d'une voix par action A et d'une voix par action B.</p>	<p>Article 14 – Droit de vote</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 15 – Majorité – Règle générale</p> <p>L'assemblée générale est régulièrement constituée, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées.</p> <p>Elle prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix attribuées aux actions représentées et exprimées.</p>	<p>Article 15 – Majorité – Règle générale</p> <p>L'assemblée générale est régulièrement constituée, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées.</p> <p>Sauf quand la loi ou ces statuts prévoient une majorité différente, l'assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité des voix exprimées.</p>
<p>Article 16 – Majorité – Règles particulières</p> <p>Une décision de l'assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité absolue des valeurs nominales représentées est nécessaire pour :</p> <p>a) la modification du but social;</p> <p>b) l'introduction d'actions à droit de vote privilégié;</p> <p>c) la restriction de la transmissibilité des actions nominatives;</p> <p>d) l'augmentation autorisée ou conditionnelle du capital-actions;</p> <p>e) l'augmentation du capital-actions au moyen des fonds propres, contre apport en nature ou en vue d'une reprise de biens et l'octroi d'avantages particuliers;</p> <p>f) la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel;</p>	<p>Article 16 – Majorité – Règles particulières</p> <p>Une décision de l'assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité des valeurs nominales représentées est nécessaire:</p> <p>a) pour la modification du but social;</p> <p>b) pour la réunion d'actions;</p> <p>c) pour l'augmentation du capital-actions au moyen des fonds propres, contre apport en nature ou par compensation, et pour l'attribution d'avantages particuliers;</p> <p>d) pour la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel;</p> <p>e) pour la création d'un capital conditionnel, l'institution d'une marge de fluctuation du capital;</p>

<p>g) le transfert du siège de la société;</p> <p>h) la dissolution de la société;</p> <p>i) les autres cas prévus par la loi.</p> <p>Les dispositions statutaires qui prévoient pour la prise de certaines décisions une plus forte majorité que celle prévue par la loi ne peuvent être adoptées qu'à la majorité prévue.</p>	<p>f) pour la transformation de bons de participation en actions;</p> <p>g) pour la restriction de la transmissibilité des actions nominatives;</p> <p>h) pour l'introduction d'actions à droit de vote privilégié;</p> <p>i) pour le changement de la monnaie dans laquelle le capital-actions est fixé;</p> <p>j) pour l'introduction de la voix prépondérante du président à l'assemblée générale;</p> <p>k) pour l'introduction d'une disposition statutaire prévoyant la tenue de l'assemblée générale à l'étranger;</p> <p>l) pour la décotation des titres de participation de la société;</p> <p>m) pour le transfert du siège de la société;</p> <p>n) pour l'introduction d'une clause d'arbitrage dans les statuts;</p> <p>o) pour la dissolution de la société;</p> <p>p) pour les autres cas prévus par la loi.</p> <p>Les dispositions statutaires qui prévoient pour la prise de certaines décisions une plus forte majorité que celle prévue par la loi ne peuvent être adoptées qu'à la majorité prévue.</p>
<p>Article 17 – Présidence et procès-verbal</p> <p>L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par le vice-président.</p> <p>Le président désigne le secrétaire, ainsi que le ou les scrutateurs.</p> <p>Le conseil d'administration veille à la rédaction du procès-verbal. Celui-ci mentionne :</p> <p>a) le nombre, l'espèce, la valeur nominale et la catégorie des actions représentées par les actionnaires et par le représentant indépendant ;</p> <p>b) les décisions et le résultat des élections;</p> <p>c) les demandes de renseignements et les réponses données;</p> <p>d) les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription.</p>	<p>Article 17 – Présidence et procès-verbal</p> <p>L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par le vice-président.</p> <p>Le président de l'assemblée générale désigne le secrétaire, ainsi que le ou les scrutateurs.</p> <p>Le secrétaire de l'assemblée générale dresse le procès-verbal de l'assemblée. Celui-ci mentionne :</p> <p>a) la date, l'heure de début et de fin, ainsi que la forme et le lieu de l'assemblée générale;</p> <p>b) le nombre, l'espèce, la valeur nominale et la catégorie des actions représentées par les actionnaires et par le représentant indépendant;</p> <p>c) les décisions et le résultat des élections;</p> <p>d) les demandes de renseignements formulées lors de l'assemblée générale et les réponses données;</p>

Le procès-verbal, une fois approuvé, est signé par le président, le secrétaire et le ou les scrutateurs.

e) les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription;

f) les problèmes techniques significatifs survenus durant l'assemblée générale.

Le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire **de l'assemblée générale.**

B – Le conseil d'administration

Article 18 – Composition

Le conseil d'administration se compose de un à dix membres, nommés individuellement par l'assemblée générale, pour une durée d'une année. Ils sont rééligibles.

La durée du mandat s'achève à la fin de l'assemblée générale ordinaire suivante.

Les titulaires des actions de chaque catégorie (A et B) ont droit à un représentant au moins au sein du conseil d'administration.

Lorsque la fonction de président du conseil d'administration est vacante, le conseil d'administration désigne un nouveau président pour la période allant jusqu'à la fin de la durée de fonctions.

Sous réserve des décisions que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale, le conseil d'administration se constitue lui-même. Il désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors du conseil d'administration. A l'exception du comité de rémunération, le conseil d'administration constitue les comités qu'il juge nécessaires et en détermine la composition.

La durée maximale et le délai de congé maximal des contrats qui prévoient les rémunérations des membres du conseil d'administration ne peuvent excéder un an.

Les membres du conseil d'administration peuvent exercer [5] mandats au plus dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques tierces dont les titres de participation sont cotés en bourse et [10] au plus dans d'autres entités juridiques tierces. Ils peuvent en outre exercer jusqu'à [10] mandats dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques tierces poursuivant un but non lucratif ou de bienfaisance.

Une société n'est pas considérée comme une entité juridique tierce au sens de cette disposition, et n'est donc pas prise en compte pour le calcul du nombre maximum de mandats susmentionnés, si:

Article 18 – Composition

Le conseil d'administration se compose de un à dix membres, nommés individuellement par l'assemblée générale, pour une durée d'une année. Ils sont rééligibles.

La durée du mandat s'achève à la fin de l'assemblée générale ordinaire suivante.

Les titulaires des actions de chaque catégorie (A et B) ont droit à un représentant au moins au sein du conseil d'administration.

Lorsque la fonction de président du conseil d'administration est vacante, le conseil d'administration désigne un nouveau président pour la période allant jusqu'à la fin de la durée de fonctions.

Sous réserve des décisions que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale, le conseil d'administration se constitue lui-même. Il désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors du conseil d'administration. À l'exception du comité de rémunération, le conseil d'administration constitue les comités qu'il juge nécessaires et en détermine la composition.

La durée maximale et le délai de congé maximal des contrats qui prévoient les rémunérations des membres du conseil d'administration ne peuvent excéder un an.

Les membres du conseil d'administration peuvent exercer 5 **fonctions** au plus dans des organes supérieurs de direction ou d'administration **d'entreprises** tierces dont les titres de participation sont cotés en bourse et 10 au plus dans d'autres **entreprises tierces**.

Une société n'est pas considérée comme une **entreprise** tierce au sens de cette disposition, et n'est

<ol style="list-style-type: none"> 1. elle contrôle la société directement, indirectement ou de concert avec des tiers ou est contrôlée par elle; ou 2. elle n'a pas l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger (e.g. corporations et établissements de droit public, associations sans but économique, fondations ecclésiastiques ou fondations de famille); ou 3. le mandat est exercé à la demande de la société. <p>Les mandats exercés pour des entités juridiques contrôlées directement ou indirectement par une même personne ou entité juridique ou par un même groupe de personnes ou entités juridiques agissant de concert ou à la demande de l'une de ces personnes ou entités juridiques sont réputés ne constituer qu'un seul mandat pour les besoins de cette disposition.</p> <p>Les membres du conseil d'administration doivent informer le président des fonctions assumées au sein d'entités juridiques tierces.</p>	<p>donc pas prise en compte pour le calcul du nombre maximum de fonctions susmentionné, si :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. elle contrôle la société directement, indirectement ou de concert avec des tiers ou est contrôlée par elle; ou 2. la fonction est exercée à la demande de la société. <p>Les fonctions exercées pour des entreprises contrôlées directement ou indirectement par une même personne ou entité juridique ou par un même groupe de personnes ou entités juridiques agissant de concert ou à la demande de l'une de ces personnes ou entités juridiques sont réputées ne constituer qu'une seule fonction pour les besoins de cette disposition.</p> <p>Les membres du conseil d'administration doivent informer le président des fonctions assumées au sein d'entreprises tierces.</p>
<p>Article 19 – Convocation</p> <p>Le conseil d'administration est notamment convoqué par le président ou par le vice-président aussi souvent que l'exige la marche des affaires. Un procès-verbal signé par le président et le secrétaire enregistre les délibérations et les décisions du conseil d'administration.</p>	<p>Article 19 – Convocation</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 20 – Décisions</p> <p>Le conseil d'administration peut prendre valablement ses décisions si la majorité des membres sont présents, à condition toutefois que le président ou le vice-président soit présent.</p> <p>Les décisions du conseil d'administration peuvent être prises en la forme d'une approbation donnée par écrit, par téléfax ou par courrier électronique à une proposition, à moins que l'un des membres ne s'oppose à ce mode de faire.</p>	<p>Article 20 – Décisions</p> <p>Le conseil d'administration peut prendre valablement ses décisions si la majorité des membres sont présents, à condition toutefois que le président ou le vice-président soit présent. Aucun quorum de présence n'est requis pour les décisions concernant l'exécution d'une augmentation ou d'une réduction de capital décidée antérieurement et pour la modification des statuts résultant d'une telle augmentation ou réduction de capital.</p> <p>Un membre du conseil d'administration est réputé présent si il ou elle participe à une réunion physiquement ou au moyen de médias électroniques qui satisfont aux exigences de l'article 701e CO.</p> <p>Les décisions du conseil d'administration peuvent aussi être prises en la forme d'une approbation donnée par écrit, ou sous forme électronique à une proposition, pour autant qu'aucune discussion ne soit requise par l'un des membres du conseil d'administration.</p>

<p>Le conseil d'administration prend ses décisions et procède à ses nominations à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président en titre est prépondérante.</p>	<p>Aucune signature n'est nécessaire en cas d'approbation donnée sous forme électronique.</p> <p>Le conseil d'administration prend ses décisions et procède à ses nominations à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président en titre est prépondérante.</p>
<p>Article 21 – Attributions</p> <p>Le conseil d'administration peut prendre des décisions sur toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à l'assemblée générale par la loi ou les statuts.</p> <p>Il a les attributions intransmissibles et inaliénables suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires; b) fixer l'organisation; c) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier pour autant que celui-ci soit nécessaire à la gestion de la société; d) nommer et révoquer les personnes chargées de la gestion et de la représentation; e) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions données; f) établir le rapport de rémunération; g) établir le rapport de gestion, préparer l'assemblée générale et exécuter ses décisions; h) informer le juge en cas de surendettement. 	<p>Article 21 – Attributions</p> <p>Le conseil d'administration peut prendre des décisions sur toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à l'assemblée générale par la loi ou les statuts.</p> <p>Il a les attributions intransmissibles et inaliénables suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires; b) fixer l'organisation; c) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier pour autant que celui-ci soit nécessaire à la gestion de la société; d) nommer et révoquer les personnes chargées de la gestion et de la représentation; e) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions données; f) établir le rapport de gestion, préparer l'assemblée générale et exécuter ses décisions; g) déposer la demande de sursis concordataire et aviser le tribunal en cas de surendettement; h) établir le rapport de rémunération.
<p>Article 22 – Rapport de gestion et rapport de rémunération</p> <p>Le conseil d'administration établit pour chaque exercice un rapport de gestion et un rapport de rémunération établis conformément à la loi et aux présents statuts.</p> <p>Le rapport de gestion, le rapport de rémunération et les rapports de révision sont mis à la disposition des actionnaires au siège de la société, au plus tard 20 jours avant l'assemblée générale ordinaire. Les titulaires d'actions nominatives en sont informés par une communication écrite.</p>	<p>Article 22 – Rapport de gestion et rapport de rémunération</p> <p>Le conseil d'administration établit pour chaque exercice un rapport de gestion et un rapport de rémunération établis conformément à la loi et aux présents statuts.</p> <p>Le rapport de gestion, le rapport de rémunération et les rapports de révision sont rendus accessibles aux actionnaires au plus tard 20 jours avant l'assemblée générale ordinaire.</p>

<p>Article 23 – Représentation de la société</p> <p>Le conseil d'administration représente la société à l'égard des tiers.</p> <p>Il peut déléguer un pouvoir de représentation à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers.</p> <p>Il fixe le mode de signature.</p>	<p>Article 23 – Représentation de la société</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 24 – Le comité de rémunération</p> <p>Le conseil d'administration a un comité de rémunération composé d'au moins trois membres du conseil d'administration de la société et élus individuellement par l'assemblée générale.</p> <p>La durée des fonctions s'achève à la fin de l'assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible.</p> <p>Le conseil d'administration désigne le président du comité de rémunération. Pour le surplus, le comité de rémunération se constitue lui-même.</p> <p>Lorsque le comité de rémunération n'est pas complet, le conseil d'administration désigne les nouveaux membres pour la période allant jusqu'à la fin de la durée de fonctions.</p> <p>Le comité de rémunération assiste le conseil d'administration dans l'établissement et la révision périodique de la stratégie de rémunération de la société, de ses lignes directrices et des critères de performance, ainsi que dans la préparation des propositions à l'assemblée générale concernant la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction. Il peut soumettre des propositions et des recommandations au conseil d'administration pour d'autres questions liées à la rémunération.</p> <p>Le règlement d'organisation du conseil d'administration détermine pour quelles fonctions du conseil d'administration et de la direction, le comité de rémunération soumet des propositions de rémunération, et pour quelles fonctions il détermine la rémunération suivant les statuts et les lignes directrices établies par le conseil d'administration.</p> <p>Le conseil d'administration peut déléguer des tâches et compétences additionnelles au comité de rémunération.</p>	<p>Article 24 – Le comité de rémunération</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>C – LA DIRECTION</p>	
<p>Article 25 – Délégation de la gestion et direction</p> <p>Le conseil d'administration est autorisé à déléguer tout ou partie de la gestion à un ou plusieurs de ses membres ou à d'autres personnes physiques</p>	<p>Article 25 – Délégation de la gestion et direction</p> <p>Le conseil d'administration est autorisé à déléguer tout ou partie de la gestion à un ou plusieurs de ses membres ou</p>

<p>conformément au règlement d'organisation (article 21, alinéa 2, litt. b).</p> <p>La durée maximale et le délai de congé maximal des contrats qui prévoient les rémunérations des membres de la direction ne peuvent excéder un an.</p> <p>Les membres de la direction peuvent exercer [deux] mandats au plus dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques tierces dont les titres de participation sont cotés en bourse et [5] au plus dans d'autres entités juridiques tierces. Ils peuvent en outre exercer jusqu'à [10] mandats dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques tierces poursuivant un but non lucratif ou de bienfaisance.</p> <p>Une société n'est pas considérée comme une entité juridique tierce au sens de cette disposition, et n'est donc pas prise en compte pour le calcul du nombre maximum de mandats susmentionné, si:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. elle contrôle la société directement, indirectement ou de concert avec des tiers ou est contrôlée par elle; ou 2. elle n'a pas l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger (e.g. corporations et établissements de droit public, associations sans but économique, fondations ecclésiastiques ou fondations de famille); ou 3. le mandat est exercé à la demande de la société. <p>Les mandats exercés pour des entités juridiques contrôlées directement ou indirectement par une même personne ou entité juridique ou par un même groupe de personnes ou entités juridiques agissant de concert ou à la demande de l'une de ces personnes ou entités juridiques sont réputés ne constituer qu'un seul mandat pour les besoins de cette disposition.</p> <p>Les membres de la direction doivent recevoir l'accord préalable du comité de rémunération avant d'accepter de nouveaux mandats dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques tierces.</p> <p>Pour les membres de la direction qui sont également membres du conseil d'administration, le nombre maximum de mandats dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques tierces est régi par l'article 18 alinéas 7 à 10 exclusivement.</p>	<p>à d'autres personnes physiques conformément au règlement d'organisation (article 21 alinéa 2, litt. b).</p> <p>La durée maximale et le délai de congé maximal des contrats qui prévoient les rémunérations des membres de la direction ne peuvent excéder un an.</p> <p>Les membres de la direction peuvent exercer deux fonctions au plus dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entreprises tierces dont les titres de participation sont cotés en bourse et 5 au plus dans d'autres entreprises tierces.</p> <p>Une société n'est pas considérée comme une entreprise tierce au sens de cette disposition, et n'est donc pas prise en compte pour le calcul du nombre maximum de fonctions susmentionné, si :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. elle contrôle la société directement, indirectement ou de concert avec des tiers ou est contrôlée par elle; ou 2. la fonction est exercée à la demande de la société. <p>Les fonctions exercées pour des entreprises contrôlées directement ou indirectement par une même personne ou entité juridique ou par un même groupe de personnes ou entités juridiques agissant de concert ou à la demande de l'une de ces personnes ou entités juridiques sont réputés ne constituer qu'une seule fonction pour les besoins de cette disposition.</p> <p>Les membres de la direction doivent recevoir l'accord préalable du comité de rémunération avant d'accepter de nouvelles fonctions dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entreprises tierces.</p> <p>Pour les membres de la direction qui sont également membres du conseil d'administration, le nombre maximum de fonctions dans des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entreprises tierces est régi par l'article 18 alinéas 7 à 10 exclusivement.</p>

D – ORGANE DE REVISION

Article 26 – Élection, qualifications et attributions

L'assemblée générale élit chaque année un organe de révision.

Les réviseurs sont rééligibles. Ils doivent remplir les exigences légales concernant la qualification et l'indépendance.

L'organe de révision assume les pouvoirs et les obligations qui lui sont attribués par la loi.

Article 26 – Élection, qualifications et attributions

[Article inchangé]

E – REPRESENTANT INDEPENDANT

Article 27 – Election et attributions

L'assemblée générale élit le représentant indépendant, qui assume les tâches qui lui sont conférées par la loi.

Sont éligibles les personnes physiques et morales et les sociétés de personnes. Le représentant indépendant satisfait aux exigences d'indépendance prévues par la loi.

La durée des fonctions s'achève lors de l'assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible.

L'assemblée générale peut révoquer le représentant indépendant pour la fin de l'assemblée générale.

Lorsque la société n'a pas de représentant indépendant, le conseil d'administration le désigne en vue de la prochaine assemblée générale.

Article 27 – Election et attributions

[Article inchangé]

F – REMUNERATION – PRETS ET CREDITS

Article 28 – Approbation des rémunérations

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale approuve chaque année et séparément le montant global accordé au conseil d'administration ainsi que celui accordé à la direction.

Le conseil d'administration propose séparément au vote de l'assemblée générale :

- le montant global maximal accordé au conseil d'administration pour la rémunération de ses membres pour la période allant jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivante ;
- le montant global maximal accordé à la direction pour la rémunération fixe et la rémunération variable de ses membres pour les périodes respectives suivantes : pour la rémunération fixe, la période allant du début du mois de juin de l'année sociale en cours jusqu'à la fin du mois de

Article 28 – Approbation des rémunérations

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale approuve chaque année et séparément le montant global accordé au conseil d'administration ainsi que celui accordé à la direction. **Le rapport de rémunération est en outre soumis au vote consultatif de l'assemblée.**

[le reste de l'Article est inchangé]

<p>mai de l'année sociale suivante; pour la rémunération variable, l'année sociale en cours.</p> <p>Le conseil d'administration peut soumettre à l'assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du conseil d'administration ou de la direction ou à certains d'entre eux seulement.</p> <p>Le vote de l'assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. En cas de rejet par l'assemblée générale d'un ou plusieurs des montants susmentionnés, le conseil d'administration soumet une proposition alternative à l'approbation de la même assemblée générale ou d'une assemblée générale ultérieure.</p> <p>Les versements d'indemnités rémunérant les activités de membres du conseil d'administration et de la direction dans des entités juridiques que la société contrôle directement ou indirectement sont autorisés. Les rémunérations versées par de telles entités juridiques sont incluses dans le montant de la rémunération soumise à l'approbation de l'assemblée générale.</p> <p>La société ou toute autre entité juridique que cette dernière contrôle directement ou indirectement peut verser une rémunération avant son approbation par l'assemblée générale, sous réserve de son approbation ultérieure et d'une obligation de restitution de la part de l'organe concerné.</p>	
<p>Article 29 – Montant complémentaire en cas de changement au sein de la direction</p> <p>Si le montant global maximal de la rémunération de la direction déjà approuvé par l'assemblée générale n'est pas suffisant pour couvrir la rémunération de membres nommés postérieurement à cette approbation, la société ou les entités juridiques que cette dernière contrôle peuvent octroyer, pour la période de rémunération déjà approuvée, un montant additionnel à titre de rémunération et/ou de compensation pour des avantages auxquels le nouveau membre a renoncé ou dont il a été privé du fait de son changement d'emploi.</p> <p>Le montant additionnel n'excède pas 150% du poste remplacé ou la rémunération fixe la plus élevée des autres membres de la direction pro rata temporis pour la période allant jusqu'à la fin de la période pour laquelle la rémunération a déjà été approuvée.</p>	<p>Article 29 – Montant complémentaire en cas de changement au sein de la direction</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 30 – Rémunération des membres du conseil d'administration</p> <p>Les membres du conseil d'administration ont droit à une rémunération annuelle fixe ainsi qu'au remboursement de leurs frais.</p>	<p>Article 30 – Rémunération des membres du conseil d'administration</p> <p>[Article inchangé]</p>

<p>Une rémunération supplémentaire peut être octroyée pour des activités particulières.</p> <p>La rémunération des membres du conseil d'administration est versée en espèces ou par la remise d'actions ou de droits d'option, de conversion ou d'autres instruments financiers ayant comme sous-jacent les actions de la société ou d'entités juridiques contrôlées par cette dernière (droits de participation), conformément à l'article 32.</p> <p>La rémunération des membres du conseil d'administration qui sont également membres de la direction est régie par les dispositions qui traitent de la rémunération de la direction.</p>	
<p>Article 31 – Rémunération des membres de la direction – Principe d'octroi de rémunérations liées aux résultats</p> <p>Les membres de la direction ont droit à l'octroi d'une rémunération fixe et variable, ainsi qu'au remboursement de leurs frais. La rémunération fixe est en principe payée en espèces. Elle peut cependant inclure certaines prestations en service et en nature.</p> <p>La rémunération variable est fonction de la performance individuelle des membres de la direction, ainsi que de la performance du groupe. Les objectifs de performance des membres de la direction, ainsi que la pondération entre les objectifs de performance individuels et de ceux qui dépendent de la performance du groupe sont déterminés sur une base annuelle.</p> <p>La rémunération variable peut être payée en espèce ou par la remise d'actions ou de droits d'option, de conversion ou d'autres instruments financiers ayant comme sous-jacent les actions de la société ou d'entités juridiques contrôlées par cette dernière (droits de participation), conformément à l'article 32.</p>	<p>Article 31 – Rémunération des membres de la direction – Principe d'octroi de rémunérations liées aux résultats</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 32 – Principes de l'octroi de droits de participation ayant une fonction rémunératrice</p> <p>Le conseil d'administration ou le comité de rémunération peut décider de payer une part de la rémunération des membres du conseil d'administration ou de la rémunération variable des directeurs sous forme d'actions ou de droits d'option, de conversion ou d'autres instruments financiers ayant comme sous-jacent les actions de la société ou d'entités juridiques contrôlées par cette dernière (droits de participation).</p> <p>La valeur des droits de participation est déterminée par référence aux conditions du marché au moment de leur octroi, compte tenu le cas échéant d'éventuelles périodes de blocage.</p> <p>Les droits de participation acquis dans ce cadre sont soumis à une période de blocage pendant laquelle ils ne peuvent pas être vendus ou transférés. La période</p>	<p>Article 32 – Principes de l'octroi de droits de participation ayant une fonction rémunératrice</p> <p>[Article inchangé]</p>

<p>de blocage prend fin en cas de décès de l'employé ou si elle est levée par le conseil d'administration.</p> <p>Le conseil d'administration ou le comité de rémunération détermine :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la part maximale de la rémunération pouvant être affectée à l'acquisition de droits de participation dans ce cadre; b) la durée des périodes de blocage; c) les conditions d'exercice; d) la période de validité; et e) les conditions d'accélération et d'extinctions des droits (notamment les conséquences sur les droits faisant l'objet d'un blocage résiduel des départs à la retraite, licenciements ou démissions, changements de fonction ou de contrôle). <p>Le comité de rémunération peut permettre aux membres de la direction de choisir le nombre de droits de participation soumis à chacune des périodes de blocage.</p>	
<p>Article 33 – Prêts et crédits</p> <p>Des prêts à un membre du conseil d'administration ou de la direction ne peuvent être accordés qu'aux conditions du marché et ne peuvent, au moment de leur octroi, excéder le total de la rémunération annuelle la plus récente du membre concerné. L'article 28 alinéa 6 ci-dessus est réservé.</p>	<p>Article 33 – Prêts et crédits</p> <p>[Article inchangé]</p>
<p>Article 34 – Prestations de prévoyance en dehors de la prévoyance professionnelle</p> <p>La société ou les entités juridiques contrôlées par la société peuvent octroyer des prestations de prévoyance en dehors de la prévoyance professionnelle de la société ou des entités juridiques contrôlées par la société aux membres du conseil d'administration et de la direction, dont le montant ne peut pas excéder, pour une période de rémunération annuelle donnée, le total de la rémunération annuelle la plus récente du membre concerné.</p> <p>En outre, la société ou les entités juridiques contrôlées par la société peuvent octroyer des rentes à d'anciens membres du conseil d'administration ou de la direction au titre de prévoyance en dehors de la prévoyance professionnelle de la société ou des entités juridiques contrôlées par la société. Pour chaque personne concernée, le montant versé à ce titre ne peut pas excéder, pour une période annuelle, 30 % du dernier salaire de base annuel de la personne concernée avant son départ à la retraite. En lieu et place d'une rente, la société peut verser la prestation de prévoyance sous forme de capital. Dans ce cas, le capital est calculé selon les méthodes de calcul actuariel reconnues</p>	<p>Article 34 – Prestations de prévoyance en dehors de la prévoyance professionnelle</p> <p>[Article inchangé]</p>

TITRE IV - Comptes annuels et répartition du bénéfice

Article 35 – Année sociale

L'année sociale correspond à l'année civile, le premier exercice se terminant le 31 décembre 1969.

Article 35 – Année sociale

[Article inchangé]

Article 36 – Comptes annuels

Les comptes annuels sont dressés conformément aux dispositions légales régissant l'établissement des comptes

Article 36 – Comptes annuels

[Article inchangé]

Article 37 – Emploi du bénéfice net

Il est prélevé sur le bénéfice net annuel une somme égale à cinq pour cent (5 %) dudit bénéfice pour constituer un fonds de réserve général.

Ce prélèvement cessera lorsque ce fonds aura atteint le cinquième du capital-actions versé; il reprendrait son cours si la réserve venait à être entamée ou le montant libéré du capital-actions augmenté.

Le solde du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui peut décider :

- de reporter tout ou partie de ce bénéfice;
- d'affecter tout ou partie de ce bénéfice à des réserves de son choix;
- d'affecter tout ou partie de ce bénéfice à des amortissements extraordinaires;
- de distribuer tout ou partie de ce bénéfice.

Dans ce dernier cas, le dividende est distribué aux actionnaires proportionnellement à la valeur nominale de leurs titres quelle qu'en soit la nature.

Le tout sous réserve de dispositions impératives de la loi en matière de réserve.

L'assemblée générale fixe la date de paiement du dividende.

Les dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq années à partir de leur échéance sont acquis à la société et sont attribués au fonds de réserve général.

Article 37 – Emploi du bénéfice net

Après réalisation des attributions aux réserves requises par la loi, le solde du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui peut décider :

- de reporter tout ou partie de ce bénéfice;
- d'affecter tout ou partie de ce bénéfice à des réserves de son choix;
- d'affecter tout ou partie de ce bénéfice à des amortissements extraordinaires;
- de distribuer tout ou partie de ce bénéfice.

Dans ce dernier cas, le dividende est distribué aux actionnaires proportionnellement à la valeur nominale de leurs titres quelle qu'en soit la nature.

L'assemblée générale fixe la date de paiement du dividende.

Les dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq années à partir de leur échéance sont acquis à la société et sont attribués au fonds de réserve général.

La société peut décider de verser des dividendes intermédiaires aux conditions prévues par la loi.

TITRE V - Publications

Article 38 – Modalités des publications

Les publications de la société, de même que les convocations aux assemblées, se font dans la Feuille officielle suisse du commerce. S'agissant des actions nominatives, les convocations peuvent être faites par lettre recommandée expédiée à la dernière adresse indiquée par les actionnaires, s'ils sont tous connus de la société.

Article 38 – Modalités des publications et des autres communications

Les publications de la société, de même que les convocations aux assemblées **et les autres communications**, se font dans la Feuille officielle suisse du commerce. S'agissant des actions nominatives, les convocations **et les autres communications** peuvent être faites par lettre recommandée **ou par courrier électronique envoyé** à la dernière adresse indiquée par les actionnaires, s'ils sont tous connus de la société.

TITRE VI - Dissolution

Article 39 – Liquidateurs

Lorsque la dissolution est décidée, la liquidation a lieu par les soins du conseil d'administration, à moins que l'assemblée générale ne désigne d'autres liquidateurs.

Article 39 – Liquidateurs

[Article inchangé]

Article 40 – Liquidation

La liquidation a lieu selon les prescriptions des articles 742 ss CO. Les liquidateurs peuvent notamment vendre les actifs de gré à gré.

Article 40 – Liquidation

[Article inchangé]

Article 41 – Répartition de l'actif social

L'actif social, après extinction des dettes, sera réparti entre les actionnaires dans la mesure de leurs versements et proportionnellement aux droits attachés à leurs titres.

Article 41 – Répartition de l'actif social

[Article inchangé]